

(N° 244)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 AVRIL 1924.

Projet de loi concernant la procédure en cassation en matière civile (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE LA JUSTICE
ET DE LA LÉGISLATION CIVILE ET CRIMINELLE (2), PAR M. SOUDAN.

MESSIEURS,

En 1869, le rapport de M. Allard, rapporteur de la Commission instituée par arrêté royal du 23 juillet 1866 pour procéder à la revision du Code de procédure civile, s'exprimait comme suit, au sujet du recours en cassation : « Cette matière, codifiée en Hollande et en Italie, est encore régie, en Belgique et en France, par des règlements surannés, incomplets, incohérents, portés à diverses époques, annoncées d'ailleurs comme simplement provisoire et qui, depuis trop longtemps, attendent une refonte sérieuse ».

Sans rechercher s'il n'y a pas, dans les termes employés par l'éminent rapporteur, quelque exagération, il est incontestable que les dispositions qui règlent la procédure en cassation doivent être modifiées sans retard : certaines d'entre elles, datent de deux siècles, et plus ; l'ensemble est épars dans de nombreux textes dont, pour plus d'un, le maintien en rigueur à l'heure actuelle peut être et est discuté.

L'on pourrait concevoir une refonte complète de notre procédure en cassation. L'on peut aussi concevoir certains remaniements, destinés à faire disparaître, le plus rapidement possible, les principaux inconvénients de notre législation. C'est à ce dernier système que, pour parer au plus pressé, le projet se tient.

(1) Projet de loi, n° 80 (1922-1923).

(2) Composition de la Commission : MM. BRUNET, président, BAELS, BUYSSE, CARTON DE WIART, COLLEAUX, DE BUE, DEJARDIN, FLAGEY, HALLET, JENNISSSEN, MEYSMANS, NEVEN, PONCELET, SINZOT, SOUDAN et VAN DIEVOET.

Les deux critiques essentielles qui peuvent être faites à la procédure en vigueur sont, d'une part, les lenteurs apportées à l'administration de la justice par certaines formalités inutiles; d'autre part, l'absence des sanctions nécessaires pour remédier au manque de diligence des plaideurs.

Supprimer les unes, et donner à la Cour suprême les armes nécessaires pour assurer la liquidation régulière des affaires qui lui sont soumises, tel est, en résumé, l'objet des modifications qui vous sont proposées.

* .

Le projet est l'œuvre de la Cour de cassation elle-même. Il a reçu l'assentiment du Barreau de cassation. C'est vous dire qu'il convient de ne toucher qu'avec la plus grande prudence, à une œuvre élaborée par tant d'éminents jurisconsultes, à qui la matière est d'ailleurs familière. Le projet est accompagné d'un rapport à la Cour, qui en constitue, suivant la déclaration du Ministre de la Justice, l'exposé des motifs. Il serait plus exact de dire qu'il en constitue un véritable commentaire — remarquable d'ailleurs de concision et de précision — mais peut-être, à certains moments, trop inséparable du texte.

C'est d'ailleurs le seul et très léger reproche que nous ferons au projet — en ce sens que certains principes, qui sont affirmés dans le commentaire, soit à raison d'une jurisprudence unanime, soit à raison de la solution que la Cour croit devoir donner à certaines difficultés — eussent mieux trouvé leur place, à notre avis, dans le texte même du projet qui vous est soumis.

Les quelques modifications que votre Commission vous soumet n'ont d'autre but que de rectifier le projet dans ce sens.

* .

Voici les modifications proposées :

L'article 1^{er} établit le délai dans lequel le pourvoi devra être introduit. Le commentaire fait remarquer que, contrairement à ce qu'on décide aujourd'hui le délai fixé par l'article 1^{er} est *franc*. Votre Commission vous propose de le dire dans le texte, afin d'éviter toute discussion sur sa portée et le rendre clair, sans qu'il soit nécessaire de recourir au commentaire de la Cour.

De même, votre Commission vous propose d'ajouter au même article : Le pourvoi du Procureur général, soit du chef d'excès de pouvoirs, soit dans l'intérêt de la loi, n'est astreint à aucun délai.

Ici aussi, si ce principe est admis d'une façon incontestable, il ne résulte d'aucune disposition légale. Notre proposition évite toute discussion possible au sujet de la question.

L'article 5 établit une interruption des délais en cas de décès de celui qui a le droit de se pourvoir; il détermine, par application de la même règle que celle de l'article 447 du Code de procédure civile, que le délai ne recommencera à courir qu'après une nouvelle signification de la décision que l'on veut attaquer, aux héritiers ou successeurs, collectivement, au domicile du défunt. Mais, dans

la procédure devant les juges de fond, ce délai est prolongé également pendant les délais accordés à l'héritier pour faire inventaire et délibérer.

Le commentaire du texte qui nous est proposé fait remarquer que, en Cour de cassation, cette dernière prolongation n'existe pas. Mais, pour éviter les inconvénients de ce système, et empêcher que le pourvoi ne puisse être considéré comme un acte de disposition, le commentaire détermine que le pourvoi n'emportera pas acceptation de l'hérédité.

Nous proposons de le dire dans le texte, et d'ajouter à l'article la phrase suivante : « Le pourvoi n'emportera pas acceptation de l'hérédité. »

A l'article 14, se présente une difficulté importante. Le commentaire de la Cour l'expose d'une façon parfaite.

Actuellement, le pourvoi du chef d'excès de pouvoirs et le pourvoi dans l'intérêt de la loi sont réglés par les articles 80 et 88 de la loi du 27 ventôse an VIII. L'article 80, qui vise spécialement les pourvois du chef d'excès de pouvoirs, détermine que l'annulation des décisions attaquées se fera sans préjudice aux droits des tiers. L'article 88, au contraire, détermine qu'en cas de contrariété à la loi ou aux formes de procéder, la décision doit être cassée « sans que les parties puissent se prévaloir de la cassation pour éluder les dispositions du jugement, laquelle vaudra transaction entre elles ».

Notre Cour suprême, examinant la situation faite, aux tiers, par l'article 80 de la loi de ventôse an VIII, déclare que si « la cassation ne préjudicie pas aux droits que les parties peuvent avoir *en dehors* de l'acte annulé, d'après une jurisprudence bien établie, elle les prive de l'avantage qui résultait pour elles de la reconnaissance judiciaire de ces droits, et dès lors, les parties peuvent avoir intérêt à combattre le recours du Procureur général. Dans ces conditions, l'exclusion des intéressés constitue la méconnaissance d'un principe qui domine toutes nos lois de procédure, celui du respect des droits de la défense ».

Et, ailleurs, notre Cour suprême ajoute : l'on peut se demander s'il ne conviendrait pas, dans les cas de recours pour excès de pouvoir, de mettre les intéressés en cause, ou si tout au moins les parties, averties par le parquet de l'existence du recours, ne devraient pas avoir la faculté d'intervenir. »

Le texte de l'article 14 ne tranche pas la question que la Cour laisse ouverte. Nous vous proposons, en adoptant l'opinion de notre Cour suprême, de résoudre la difficulté et de compléter l'article 14 comme suit :

« Le pourvoi du chef d'excès de pouvoirs sera signifié aux parties intéressées, qui auront le droit d'intervenir. Cette intervention devra se faire dans les deux mois de la signification. »

A l'article 16, transposant dans le texte une affirmation énoncée dans le commentaire, votre Commission vous propose de dire :

« Le délai accordé au défendeur pour la remise au greffe de sa réponse sera, à peine de forclusion, de trois mois, etc. ».

Une dernière difficulté :

L'article 21 s'exprime comme suit : A l'expiration des délais mentionnés aux articles 16 et 17, la cause sera en état.

Le commentaire, n° II, sous cet article, détermine que la mise en état a les mêmes effets que devant les juges du fond : l'instance ne peut plus être interrompue par le décès d'une des parties, ni par la cessation des fonctions de son avocat.

Mais le Code de procédure détermine comment, devant les juges du fond, se fera la reprise d'instance si l'affaire n'est pas en état. Cette reprise d'instance peut être volontaire et forcée, et se fait conformément aux dispositions du Code de procédure.

L'article 21 qui nous est présenté est muet. Nous proposons de le remanier comme suit :

A l'expiration des délais mentionnés aux articles 16 et 17, la cause sera en état.

La mise en état a les effets déterminés par l'article 342 du Code de procédure civile.

Dans les affaires qui ne sont pas en état, les reprises d'instance seront faites de la manière prescrite aux articles 346 et suivants du même Code.

* * *

Le projet abroge :

Les articles 14 et 15 du décret des 27 novembre-1^{er} décembre 1790, relatifs aux délais fixés pour les pourvois;

Le décret du 2 septembre 1793, concernant les délais des pourvois des gens de mer;

L'article 16 du décret du 2 brumaire, an IV, ledit article concernant le mode d'introduction du pourvoi et les pièces à y joindre;

Les articles 4, 5, 7, 8, 10 à 23, 33 et 44 de l'arrêté du Prince-Souverain des Pays-Bas du 15 mars 1815; ces articles visent les délais de l'introduction du pourvoi, la façon de procéder pour le dépôt du pourvoi, les indications que devra contenir le mémoire et le mode de procéder jusqu'à la nomination du rapporteur; certaines règles relatives à la distribution des mémoires écrits ou imprimés, et à la non production en temps voulu du mémoire en réponse;

Le second paragraphe de l'article 7 de la loi du 10 novembre 1832, qui fixe le moment où l'affaire est en état;

La loi du 25 mai 1838, qui fixe à un an le délai de remise du dossier au Premier Président lorsque le certificat constatant la non production du mémoire en réponse n'aura pas été levé.

De nombreuses dispositions, tant de l'arrêté du 15 mars 1815, des lois qui le précèdent que des anciennes ordonnances restent en vigueur. Mais à ce point de vue, les doutes et les difficultés qui existent aujourd'hui, ne sont point levées.

Nous avons fait remarquer, en effet, que les juristes ne sont pas unanimes en ce qui concerne le maintien en vigueur de nombreuses dispositions légales de l'ancien régime que l'on a coutume de suivre pour procéder en cours de cassation. Le projet qui nous est soumis laisse subsister les controverses, puisqu'il n'abroge que parties de la législation en vigueur.

Faut-il coordonner les dispositions qui subsistent?

Matière extrêmement délicate, car l'arrêté royal de coordination aboutirait peut-être à abroger — illégalement — des dispositions dont le maintien en vigueur est certain.

Votre Commission n'oserait donc vous demander d'ajouter au projet une disposition en ce sens. Aussi souhaiterait-elle plutôt de voir le Gouvernement proposer, après cette refonte partielle, une refonte complète de notre procédure en cassation.

Le Gouvernement pourrait peut-être prier notre Cour suprême de poursuivre, en ce sens, le travail qui vous est soumis aujourd'hui.

Le Rapporteur,
EUGÈNE SOUDAN.

Le Président,
ÉMILE BRUNET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 APRIL 1924.

Wetsontwerp betreffende de rechtsvordering in cassatie
in burgerlijke zaken (1).

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE EN DE BURGER-
LIJKE EN STRAFRECHTERLIJKE WETGEVING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER SOUDAN.

MIJNE HEEREN,

In 1869 luidde, bij monde van den heer Allard, het verslag van de Commissie, ingesteld bij Koninklijk besluit van 23 Juli 1866 tot herziening van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, wat het beroep in cassatie betreft, aldus : « Dit rechtsgebied, dat in Holland en Italië in wetten is vastgelegd, wordt in België en in Frankrijk nog steeds beheerd door verouderde, onvolledige en onsamenhangende reglementen die op verschillende tijdstippen werden opgemaakt met de bedoeling, overigens, er slechts eene voorloopige kracht aan te geven, en die sedert al te lang op eene ernstige omwerking wachten. »

Zonder na te gaan of de woorden van den uitnemenden verslaggever niet overdreven zijn, blijft het niettemin onbetwistbaar dat de bepalingen tot regeling der rechtsvordering in cassatie onverwijld moeten gewijzigd worden : sommige van die bepalingen zijn twee eeuwen oud of nog meer; bovendien zijn die bepalingen over tal van teksten verspreid en meer dan één is heden ten dage betwistbaar en wordt ook betwist.

Eene volledige herziening van onze rechtsvordering in cassatie kan worden in aanmerking genomen. Ook kan men sommige hervormingen beoogen om,

(1) Wetsontwerp, n° 80 (1922-1923).

(2) Samenstelling van de *Commissie* : de heeren BRUNET, voorzitter, BAELS, BUYSSE, CARTON DE WIART, COLLEAUX, DE BUE, DEJARDIN, FLAGEY, HALLET, JENNISSEN, MEYSMANS, NEYEN, PONCELET, SINZOT, SOUDAN en VAN DIEVOET.

zoodra mogelijk, de voornaamste bezwaren van onze wetgeving te doen verdwijnen. Deze laatste regeling wordt door het ontwerp beoogd ten einde in de meest dringende behoeften te voorzien.

De twee hoofdzakelijke bezwaren die tegen de bestaande rechtsvordering kunnen aangevoerd worden zijn, eendeels, de vertragingen in het Bestuur der Justitie wegens sommige nuttelooze vormvereischen; anderdeels, het gebrek aan vereischte dwangmiddelen om de traagheid der pleiters te weren.

Deze bestuursvertragingen weg te ruimen en aan het Hof van Cassatie de middelen te bezorgen om de hem onderworpen zaken regelmatig te vereffenen, dat is feitelijk het doel van de voorgestelde wijzigingen.

* * *

Het ontwerp gaat uit van het Hof van Cassatie zelf. De Balie van Cassatie heeft er hare goedkeuring aan gehecht. Daaruit volgt, dat men slechts met de grootste omzichtigheid raken moet aan een tekst welke door zoo vele uitnemende rechtsgeleerden werd uitgewerkt, die volkomen op de hoogte zijn van het vraagstuk. Bij het ontwerp komt een verslag dat gericht is tot het Hof en, naar de verklaring van den Minister van Justitie, feitelijk de Memorie van Toelichting uitmaakt. Juister kon men zeggen dat dit verslag waarlijk een commentaar is — merkwaardig om zijne nauwkeurige klaarheid, doch in sommige bewoordingen misschien wat al te vast aan den tekst gebonden.

Dat is trouwens het eenig en dan nog zeer licht verwijt dat wij tegen den tekst aanvoeren — met dezen verstande dat sommige beginselen, welke in het commentaar worden gehuldigd, hetzij wegens eene eensgezinde rechtspraak, hetzij wegens de oplossing welke het Hof aan sommige bezwaren meent te moeten geven — naar ons oordeel beter op hunne plaats hadden gestaan in den tekst zelf van het voorgelegde ontwerp.

De enkele wijzigingen welke uwe Commissie u voorstelt, hebben enkel ten doel het ontwerp in dien zin te wijzigen.

* * *

De voorgestelde wijzigingen zijn :

Het *eerste artikel* voorziet den termijn binnen denwelken het beroep moet worden ingediend. In strijd met hetgeen thans wordt beslist, wordt in het commentaar opgemerkt, dat de termijn, door het eerste artikel bepaald, een *volle* termijn is. Uwe Commissie stelt voor, dit in den tekst te schrijven, ten einde alle betwisting over de beteekenis te vermijden en den tekst duidelijk te maken zonder het commentaar van het Hof te moeten raadplegen.

Eveneens stelt uwe Commissie voor, aan hetzelfde artikel toe te voegen : De voorziening vanwege den procureur-generaal, hetzij wegens overschrijding van rechtsmacht, hetzij in het belang der wet, is aan geen tijdsbepaling hoege-naamd gebonden. »

Ook dit beginsel, dat onbetwist is, wordt door geen enkele wetsbepaling gehuldigd. Ons voorstel vermijdt alle mogelijke betwisting over het vraagstuk.

Artikel 5 bepaalt eene onderbreking in de termijnen bij het overlijden van hem die het recht heeft om zich in cassatie te voorzien; bij toepassing van denzelfden regel als die van artikel 447 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, gaat de termijn dan eerst weder in, nadat het vonnis dat men wil bestrijden opnieuw beteekend werd, ter woonplaats van den afgestorvene, aan de erfgenamen of opvolgers, gezamenlijk genomen. Doch in de rechtsvordering tegenover de rechters die uitspraak doen over den grond der zaak, wordt deze termijn insgelijks verlengd gedurende den tijd verleend aan den erfgenaam om inventaris op te maken en over de zaak te beraadslagen.

In het ons voorgestelde commentaar wordt opgemerkt, dat bij het Hof van Cassatie deze laatste verlenging niet bestaat. Om echter de bezwaren dezer regeling te weren en te beletten dat de voorziening niet kan worden beschouwd als eene wilsbeschikking, zegt het commentaar, dat de voorziening niet de aanvaarding der erfenis in zich sluit.

Wij stellen voor, het in den tekst te schrijven en aan het artikel de volgende woorden toe te voegen : « De voorziening sluit niet de aanvaarding van de erfenis in zich. »

Bij artikel 14 rijst geen enkel bezwaar van belang op. Het commentaar geeft daarover eene gansch heldere verklaring.

Heden ten dage wordt de voorziening wegens overschrijding van rechtsmacht alsmede die in het belang der wet geregeld luidens de artikelen 80 en 88 der wet van 27 Ventôse, jaar VIII. Artikel 80 dat inzonderheid doelt op de voorziening wegens overschrijding van rechtsmacht, bepaalt dat de nietigverklaring der bestreden beschikkingen geschiedt zonder tekortkoming aan de rechten van derden. Artikel 88 daarentegen bepaalt dat, ingeval van strijdigheid met de wet of met de vormvereischen, de beslissing moet verbroken worden « zonder dat partijen de verbreking kunnen doen gelden om de beschikkingen van het vonnis te ontwijken, dat als overeenkomst tusschen partijen gelden zal ».

Ons Hof van Cassatie met het oog op den toestand waarin artikel 80 der wet van Ventôse, jaar VIII, de derden stelt, verklaart : « de cassatie benadeelt niet de rechten welke partijen hebben kunnen *buiten* de nietig verklaarde akte, maar volgens een degelijk gevestigde uitspraak, berooft zij haar van het voordeel dat voor haar voortspuit uit de gerechtelijke erkenning van die rechten, en de partijen kunnen er dan ook belang bij hebben het beroep van den procureur-generaal te bestrijden. In deze omstandigheden is het feit de betrokkenen uit te sluiten, de miskenning van een beginsel dat al onze wetten over rechtsvordering beheerscht, namelijk dat van den eerbied voor de rechten der verdediging ».

En elders voegt ons opperste Gerechtshof er aan toe : « men kan zich afvragen of er geen termen zouden zijn om, in de gevallen van beroep in cassatie wegens overschrijding van gezag, de belanghebbenden in deze zaak te betrekken, ofwel of de partijen, verwittigd door het parket van het bestaan van het beroep, ten minste het recht niet zouden moeten hebben om tusschenbeide te komen ».

Het vraagstuk, dat door het Hof open wordt gelaten, wordt door den tekst van artikel 14 niet opgelost. Met de meening van ons opperste Gerechtshof aan

de hand, stellen wij voor de moeilijkheid op te lossen met artikel 14 aan te vullen als volgt :

« De voorziening wegens overschrijding van rechtsmacht wordt aan de betrokken partijen beteekeud, die het recht van tusschenkomst bezitten. Deze tusschenkomst moet geschieden binnen de twee maanden te rekenen vanaf de beteekening. »

Met het oog eene bewering, welke in het commentaar wordt uitgedrukt, over te plaatsen in den tekst, stelt uwe Commissie voor, den tekst van *artikel 16* te doen luiden als volgt :

« Aan den verweerder wordt, *op straf van verstek*, om zijn antwoord ter griffie over te leggen, een termijn van drie maanden verleend, enz. »

Eene laatste moeilijkheid :

Artikel 21 luidt : « Na verloop van de bij de artikelen 16 en 17 bepaalde termijnen, is de zaak in staat van wijzen. »

Het commentaar II op dit artikel zegt, dat het in-staat-van-wijzen-brengen dezelfde gevolgen heeft als voor de over den grond der zaak rechtsprekende rechters; het geding kan niet meer worden onderbroken door het overlijden van ééne der partijen, of door het ophouden van de functie van haar advocaat.

Doch het Wetboek van rechtsvordering bepaalt de wijze waarop voor de rechters, die uitspraak doen over den grond der zaak, het geding terug moet worden ingesteld, indien de zaak niet in staat van wijzen is. Deze wederinstelling van het geding kan vrijwillig of gedwongen gebeuren, en geschiedt overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van rechtsvordering.

Daarover zwijgt het ons voorgelegde artikel 21. Wij stellen voor, het te wijzigcn als volgt :

« Na verloop van de bij de artikelen 16 en 17 bepaalde termijnen, is de zaak in staat van wijzen.

» Het in-staat-van-wijzen-brengen heeft de gevolgen bepaald bij artikel 342 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

» Indien de zaak niet in staat van wijzen is, geschiedt de wederinstelling van het geding op de wijze bepaald in de artikelen 346 en volgende van hetzelfde Wetboek. »

*
* * *

Door het ontwerp worden ingetrokken :

De artikelen 14 en 15 van het decreet van 27 November-1 December 1790, betreffende de termijnen in zake voorziening bepaald;

Het decreet van 2 September 1793 betreffende de termijnen van voorziening voor de zeelieden;

Artikel 16 van het decreet van 2 Brumaire, jaar IV, betreffende de wijze waarop beroep in cassatie wordt ingesteld met de daarbij hoorende stukken;

De artikelen 4, 5, 7, 8, 10 tot 23, 33 en 41 van het besluit van den Prins-

Souverein der Nederlanden van 15 Maart 1815; deze artikelen doelen op de termijnen bepaald om voorziening in te stellen, de wijze waarop voorziening ingesteld wordt, de gegevens die de memorie moet bevatten en de rechtspleging tot dat de verslaggever aangeduid is; sommige bepalingen betreffende de rond-deeling van de geschreven of gedrukte memoriën en het niet tijdig voorleggen van de memorie van antwoord;

Het tweede lid van artikel 7 der wet van 10 November 1832, waarbij de tijd wordt bepaald waarop de zaak in staat van wijzen is;

De wet van 25 Mei 1838 waarbij een tijdsverloop van een jaar wordt bepaald voor het overhandigen van het dossier aan den Eersten-Voorzitter wanneer het bewijsstuk tot vaststelling van het niet voorleggen der memorie van antwoord niet gelicht werd.

Talrijke bepalingen, zoowel van het besluit van 15 Maart 1815, van de voorgaande wetten, als van de vroegere ordonnanciën, blijven van kracht. Doch in dit opzicht worden de moeilijkheden en de twijfel die heden bestaan niet weggenomen.

Wij hebben er inderdaad op gewezen, dat de rechtsgeleerden het niet eens zijn over het handhaven van talrijke wetsbepalingen van het oude regiem dat men gewoonlijk volgt voor de rechtsvordering in cassatie. Het ons voorgelegde ontwerp laat de betwiste gevallen bestaan, vermits alleen sommige gedeelten van de huidige wetgeving worden ingetrokken.

Moeten de bepalingen die blijven bestaan samengeordend worden?

Dit is een zeer kiesche zaak, want het Koninklijk besluit tot samenordening zou er kunnen toe leiden op ontzettelijk wijze bepalingen in te trekken die stellig van kracht blijven.

Uwe Commissie zou U dus niet durven vragen eene bepaling in dien zin aan het ontwerp toe te voegen. Zij drukt veeleer den wensch uit dat de Regeering na deze gedeeltelijke wijziging een voorstel tot volledige hervorming van onze rechtsvordering in cassatie zou indienen.

De Regeering zou wellicht ons Opperste Gerechtshof kunnen verzoeken het werk, dat U thans wordt voorgelegd, in dien zin voort te zetten.

De Verslaggever,
EUGÈNE SOUDAN.

De Voorzitter,
ÉMILE BRUNET.
